

LES ORGANISATIONS FÉMINISTES EXIGENT

Une loi-cadre intégrale contre les violences, comme en Espagne.

3 milliards d'euros nécessaires pour la mettre en œuvre

Une Éducation à la Vie Affective Relationnelle et à la Sexualité (EVARS) effective partout

L'arrêt immédiat de la baisse des financements et un rattrapage du budget des associations qui accompagnent les victimes et assurent l'éducation populaire sur les questions de violences et d'égalité femmes-hommes.

La régularisation des personnes sans papiers

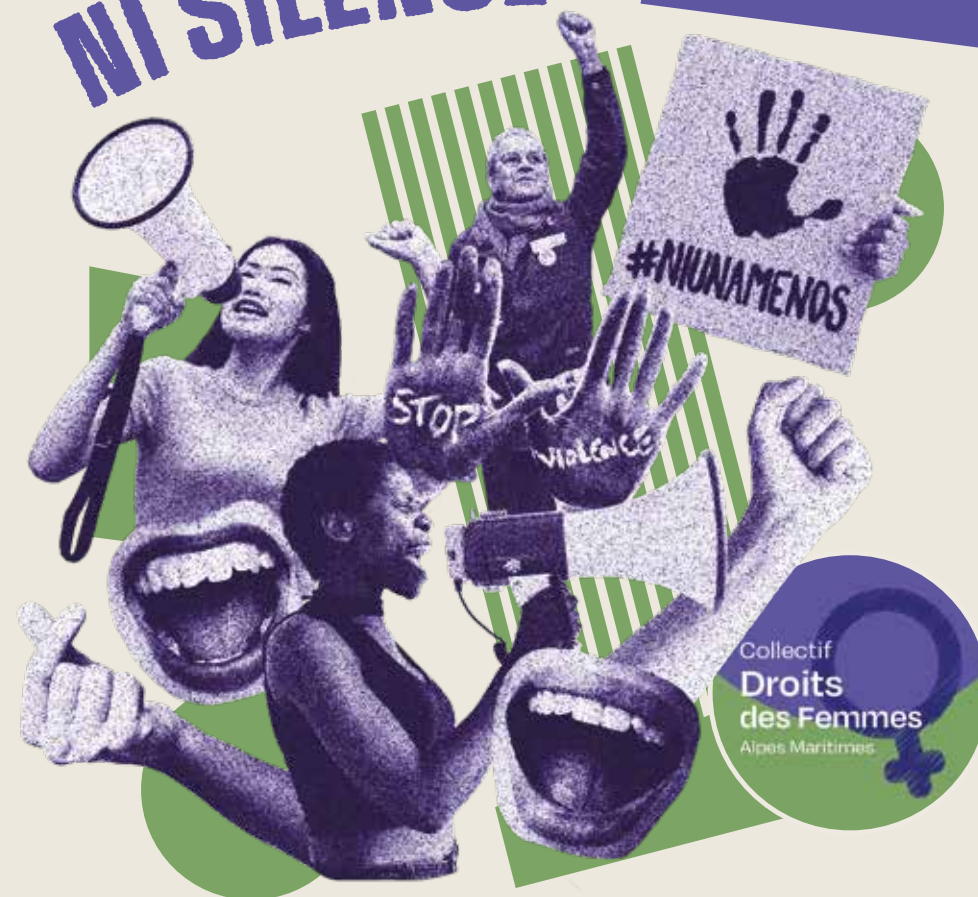
LES SIGNATAIRES

À Corps Tribal, ADN, Alternatiba06, Alternative communiste 06, ATTAC 06, Centre LGBTQIA+ Côte d'Azur, CGT Educ'Action 06, Collectif Queer 06, Elles voient Rouge, Ensemble! Gauche Alternative, FPE 06, FSU 06, Le Mouvement de la Paix 06, Europe Écologie Les Verts 06, Les Grenades Rouges, Les Ouvriers, Les Parleuses, LFI 06, MRAP 06, Nice au cœur, Nous toutes 06, NPA 06, Parti de Gauche 06, PCF 06, Planning familial 06, PS 06, Rassemblement citoyen ViVA !, RESF 06, SNUipp, Sud-Solidaires 06, Tous Citoyens, Une Voix pour elle

17	Police, gendarmerie
15	SAMU (en cas de danger immédiat)
115	SAMU Social
114	Numéro urgence pour les sourds et mal-entendants
112	Appels d'urgence européen
3919	Femmes violences information, anonyme et gratuit
0800 05 95 95	Viols femmes information (CFCV) anonyme et gratuit
0800 08 11 11	IVG Contraception (Planning Familial) anonyme et gratuit
04 92 09 17 26	Planning Familial 06
04 93 98 50 15	AFCCC 06
04 93 71 55 69	CIDFF 06
04 93 52 17 81	Accueil Femmes Solidarité
04 83 32 81 84	Centre LGBTQIA+ Côte d'Azur
04 92 03 63 95	CHU de Nice Urgences violences faites aux femmes
04 92 60 78 05	Association ARPEGES 06 Grasse
01 40 47 06 06	Écoute violences femmes handicapées

NUMÉROS UTILES

NI OUBLI NI SILENCE



22 NOVEMBRE

14H - LIBÉRATION - NICE

Collectif
Droits
des Femmes
Alpes Maritimes

MARCHONS CONTRE LES VIOLENCES

Journée internationale pour l'élimination
des violences à l'égard des femmes

POURQUOI NOUS MARCHONS

Pour la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, nous manifesterons en solidarité avec et pour les femmes du monde entier : victimes des violences machistes, des conflits armés, des viols de guerre, des famines, des spoliations de terres et de biens, de gouvernements réactionnaires et d'États théocratiques. Celles qui ne peuvent pas parler, dont les voix sont étouffées, qui subissent des violences sexuelles, tortures et mutilations.

Le 25 novembre nous marcherons pour **rendre hommage à toutes les victimes de violences** : les femmes, les filles, les personnes LGBTQIA+, toutes celles qui souffrent et qui luttent, en dépit des risques encourus, toutes celles que nous avons perdues.

Les violences et l'impunité des agresseurs persistent 8 ans après l'élection d'Emmanuel Macron : trop souvent les victimes ne sont pas crues, les plaintes classées sans suite et le financement public des associations subit des baisses inacceptables.

Les violences sexistes et sexuelles s'exercent partout, tout le temps : dans nos espaces familiaux, sur nos lieux de travail et d'études, dans l'espace public, dans les transports, dans les établissements de soin, les

cabinets gynécologiques, dans les maternités, dans les usines des multinationales, les commissariats, les centres de détention et de rétention, dans les milieux du théâtre, du cinéma, du sport, en politique... **dans tous les milieux sociaux.**

Ces violences trouvent leurs racines dans le patriarcat et se situent au croisement de plusieurs systèmes d'oppressions. **Les femmes les plus touchées par ces violences sont celles qui souffrent de multiples oppressions** : ce sont les victimes de racisme, les femmes migrantes, précarisées, sans papiers, sans domicile, en situation de handicap, les travailleuses précaires, les femmes trans, les lesbiennes et bi, et celles qui sont en situation de prostitution, ou victimes d'exploitation sexuelle.

En France, en 2024, c'était encore plus d'un féminicide tous les trois jours commis par un conjoint ou un ex-conjoint. En novembre 2025, nous en sommes déjà à 136. Des femmes assassinées parce qu'elles sont femmes. Le nombre de femmes victimes de violences dans le couple et celui des enfants co-victimes ne diminuent pas, tout comme les viols ou tentatives de viol.

Sans politique publique à grands moyens, sans prévention et sans éducation, les garçons et les hommes continueront de perpétrer des violences.

97,3%
des agresseurs
sont des hommes

1/5
femme en situation de
handicap a été victime de
viol.

**50% des lesbiennes
75% des BIES**
ont été confrontées à des violences
dans l'espace public

160.000
enfants sont victimes
de violences sexuelles
chaque année, en
majorité au sein de la
famille.

LES CHIFFRES DES VIOLENCES

85%
des personnes trans
ont déjà subi un acte
transphobe.

Les femmes de plus de 70 ans ne sont pas
prises en compte dans les enquêtes sur les
violences, alors qu'elles représentent

21% des féminicides

8000
viols ou
tentatives de viol
par an sur les
lieux de travail

1 femme sur 3
est victime de
harcèlement sexuel sur
son lieu de travail. Les
employeurs doivent
faire cesser les
violences et protéger
les victimes.

CONTRE L'INTERNATIONALE RÉACTIONNAIRE

La montée de l'extrême droite en Europe et dans le monde constitue une menace majeure pour les droits des femmes et, en France, le danger de son accession au pouvoir n'est pas écarté. Les droits des femmes sont attaqués dès que l'extrême-droite est au pouvoir. Celle-ci instrumentalise la lutte contre les violences sexistes et sexuelles à des fins racistes et fémonationalistes. Elle ne défend ni la liberté des femmes, ni leur émancipation, ni l'égalité, et se désintéresse des droits des femmes qui luttent dans le monde. Des groupuscules fascistes attaquent régulièrement des militant·es sans réaction des pouvoirs publics.

**TANT QUE L'UNE D'ENTRE NOUS N'EST PAS LIBRE,
TANT QUE LES VIOLENCES MACHISTES S'EXERCERONT
SUR UNE SEULE D'ENTRE NOUS, NOUS LUTTERONS !**

Dans le même esprit de lutte, pour que cessent ces violences, nous participerons aux mobilisations de la journée internationale des droits des enfants et à celle du souvenir trans (TDoR).